

l'intérieur des États et entre ceux-ci ont engendré une gamme variée d'idéologies politiques et de stratégies de développement sur le continent.

Les dirigeants africains sont placés devant un dilemme fondamental: poursuivre la classique stratégie de développement «extraverti» ou s'affranchir en menant une politique plus «intravertie». A ces deux approches correspondent généralement la perpétuation d'une structure économique essentiellement capitaliste héritée du colonialisme ou un effort de transformation de l'économie politique par l'adoption d'une variante du socialisme. La première stratégie consiste essentiellement à poursuivre l'intégration à l'économie mondiale (toujours dominée par les pays occidentaux et leurs sociétés) alors que la deuxième suppose un raffermissement de l'autonomie nationale, laquelle peut s'appuyer sur l'auto-assistance collective ou sur un effort pour intensifier les communications ainsi que les échanges commerciaux, financiers et culturels à l'intérieur de l'Afrique et du Tiers monde plutôt que sur le traditionnel axe eurafricain ou nord-sud.

La plupart des régimes africains ont opté pour une forme quelconque d'association avec le système capitaliste international, ce qui a valu à plusieurs d'entre eux de forts taux de croissance économique; c'est le cas notamment du Gabon, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Nigeria et du Sénégal. Tout effort pour introduire le socialisme est difficile et lent, car il suppose des confrontations simultanées avec les entrepreneurs locaux et des forces extérieures. Et pourtant, quelques régimes africains se sont engagés avec détermination dans une voie «non capitaliste»: ce sont, après l'Algérie, la Guinée, la Somalie et la Tanzanie, l'Angola, la Guinée-Bissau et le Mozambique. Ce groupe toujours plus nombreux a préféré un rythme de développement plus lent mais plus sûr à une croissance plus instable axée sur les exportations et selon laquelle le rôle et les ressources d'un pays sont en grande partie subordonnés à la division internationale du travail.

Les différences dans les taux de croissance, dans la dotation en ressources et dans les liens internationaux ont accentué les divergences idéologiques à l'intérieur des États africains et entre ceux-ci; le besoin d'appuis extérieurs, tant politiques qu'économiques, a contribué à rendre nombre d'entre eux encore plus vulnérables aux pressions étrangères. Le «néo-colonialisme» pratiqué par les institutions occidentales est un phénomène familier, mais la dépendance n'est plus le monopole du capitalisme. Les crises économiques et militaires que connaît le continent ont mené à une dépendance accrue à l'égard du bloc de l'Est, particulièrement de l'Union soviétique et de ses alliés. Mais la définition et l'incidence de «l'afrocommunisme» sont encore floues. Et de même que plusieurs régimes africains ont coupé leurs liens avec l'Ouest, d'autres

ont maintenant acquis l'expérience des ruptures avec l'Est. Les «traités d'amitié» sont rarement éternels.

En dépit de l'accentuation des inégalités internes et de la diversité idéologique, la vogue de coups d'État en Afrique semble avoir disparu, momentanément peut-être; du moins, le nombre des coups d'État réussis a-t-il diminué récemment. Ce semblant de paradoxe s'explique en partie par l'attrait qu'exercent les monopoles politiques sur les régimes à parti unique, sans parti, militaires ou autocratiques. L'autoritarisme qui décourage la participation a permis de contrôler ou de supprimer les différences ethniques, raciales, religieuses et régionales à l'intérieur de nombre d'États africains ainsi que de limiter les conséquences d'une stratification sociale et d'une dissension idéologique. L'ordre politique peut être un préalable à la justice économique et sociale, sans en être la garantie; la stabilité a quelquefois été obtenue aux dépens de certaines libertés individuelles, en Afrique comme ailleurs.

Comme le notait récemment le président Nyerere dans un discours sur l'élimination de la pauvreté dans le monde.

Dans les pays pauvres, s'il y a conflit entre la liberté individuelle et le développement économique, il s'avère généralement impossible d'accorder la priorité à la première... Le droit humain le plus fondamental est le droit même à la vie, et à une vie qui n'est pas rendue misérable par la faim, l'ignorance ou la maladie qu'on peut prévenir. Ainsi, le concept des droits de la personne doit être redéfini dans le contexte du sous-développement, en insistant davantage sur les besoins essentiels (physiques) que sur les autres. En outre, les États africains ont été généreux envers le groupe de réfugiés le plus important au monde: plus d'un million de personnes réparties sur tout le continent.

L'absence relative de coups d'État, observée depuis quelque temps, peut aussi être liée à certaines expériences politiques innovatrices auxquelles se livrent quelques États africains. Ces expériences supposent essentiellement un retour à des pratiques de démocratie contrôlée qui ne minent ni la stabilité politique ni la croissance économique. Les projets de régimes (semi-) civils au Ghana et au Nigéria, la reconnaissance de trois partis politiques au Sénégal et en Égypte et l'instauration de démocraties populaires en Angola et au Mozambique sont des variantes originales des régimes autocratiques ou militaires déjà établis en Afrique. A court et à moyen terme, cette «ingénierie constitutionnelle» permettra peut-être de retarder la progression des inégalités internes et des tensions idéologiques.

A plus long terme, ces remèdes ne pourront vraisemblablement pas empêcher l'instabilité et les coups d'État, à moins qu'il n'y ait une importante redistribution des ressources dans un cadre socialiste quelconque. Les pressions en vue d'une radicalisation des idéologies et des structures ne